

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**1574<sup>e</sup>**  
**SÉANCE PLÉNIÈRE**

Vendredi 29 septembre 1967,  
à 15 heures

**NEW YORK**

SOMMAIRE

Pages

Point 9 de l'ordre du jour:

Discussion générale (suite)

Discours de M. Martínez Moreno (El Salvador) . . . . .	1
Discours de M. Leigh (Sierra Leone) . . . . .	5
Discours de M. Guevara Arze (Bolivie) . . . . .	9

Président: M. Corneliu MANESCU (Roumanie).

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Discussion générale (suite)

1. M. MARTINEZ MORENO (El Salvador) [traduit de l'espagnol]: Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de profiter de l'occasion qui m'est offerte de prendre la parole pour associer mes sincères félicitations et celles de la délégation d'El Salvador à celles qui vous ont déjà été adressées pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale pendant sa vingt-deuxième session. Nous désirons rendre ainsi un hommage mérité à votre noble pays, dont le passé est si fortement marqué par la culture latine, ainsi qu'à vos hautes qualités d'homme d'Etat et de diplomate chevronné.

2. Nous sommes heureux qu'au moment où, pour la première fois, la direction des débats de cette assemblée, où sont représentés presque tous les pays du monde, revient à un pays de l'Europe orientale, ce soit à la Roumanie qu'échoit l'honneur de cette haute fonction, et que l'exercice de celle-ci soit conféré à une personne ayant vos connaissances, votre expérience et votre dévouement aux principes qui animent cette organisation. En vous félicitant de votre désignation, Monsieur le Président, nous vous souhaitons le plus grand succès dans l'exécution des tâches complexes et importantes qui vous ont été confiées, et nous vous assurons de l'entière collaboration de notre délégation.

3. Ma délégation désire également rendre un hommage très cordial au Président sortant, M. l'ambassadeur Pazhwak, qui a su diriger avec prudence et doigté les trois dernières sessions de cette assemblée, déployant un zèle infatigable et digne d'éloges.

4. El Salvador participe aux travaux de cette assemblée générale animé d'un inébranlable attachement aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies et persuadé que cette organisation mondiale représente le moyen qui doit nécessairement permettre de réaliser la coexistence harmonieuse de tous les pays et d'assurer le maintien de la paix. Cette assemblée constitue un forum universel où tous

les peuples de la terre peuvent engager le dialogue et elle est l'instrument le plus approprié pour favoriser la coopération internationale et résoudre pacifiquement les problèmes qui divisent et préoccupent toutes les nations.

5. Nous devons reconnaître que les Nations Unies ont été dans l'incapacité de prendre des mesures énergiques pour résoudre les conflits très graves qui ont surgi ces temps derniers, et que l'atmosphère dans laquelle cette session commence se trouve assombrie par des menaces extrêmement graves; mais nous avons confiance en notre organisation et sommes prêts à collaborer avec elle, dans la mesure de nos moyens, afin de tenter de faire régner le calme et la sécurité dans le monde.

6. Ma délégation tient à réaffirmer, au début de cette session, que le premier devoir des petites nations comme la nôtre consiste, comme vous l'avez fait observer, Monsieur le Président, à contribuer au respect le plus fidèle et le plus efficace des principes de droit et de justice qui constituent, sur le plan international, la condition fondamentale et indispensable de la coexistence et de la coopération amicale des Etats, conformément aux objectifs et aux buts des Nations Unies.

7. En ce qui concerne le problème du désarmement, ma délégation estime qu'il est indéniable que d'énormes ressources humaines et économiques — qui devraient contribuer au bonheur des peuples — continuent d'être gaspillées dans une absurde course aux armements qui non seulement porte préjudice aux petits pays en voie de développement et les afflige, mais encore accable les grandes puissances qui se voient obligées de supporter le coût très élevé de ces armements.

8. Cependant, la menace à l'intégrité territoriale ou les machinations subversives encouragées de l'extérieur, en violation flagrante des principes de souveraineté et de libre détermination des peuples, obligent parfois un pays à augmenter ses forces de défense pour faire face à ces dangers. C'est précisément dans ces cas-là que nous condamnons l'esprit belliqueux ou la tendance subversive des gouvernements qui imposent aux pays épris de paix le lourd fardeau de dépenses, qui seraient autrement inutiles, comme seul moyen de garantir leur survie.

9. Notre organisation, qui est sur le point de célébrer l'Année internationale des droits de l'homme et qui prend à cœur la tâche que nous impose à tous la Décennie du développement des peuples, ne saurait donner un témoignage plus convaincant et plus complet de son honnêteté et de sa sagesse qu'en prenant la ferme décision, soutenue par tous les Etats, notamment par les grandes puissances, d'empêcher la proli-

fération des armes nucléaires, ce qui constituerait un pas décisif vers la réalisation du désarmement général et complet.

10. Il ne fait aucun doute que la majorité des nations ne peuvent à elles seules, sans l'action concertée des grandes puissances, résoudre effectivement tous les problèmes qui font obstacle à l'interdiction définitive des armes nucléaires. Cependant, les Etats Membres ont l'obligation de prendre l'engagement solidaire d'empêcher, sur leur propre territoire, l'existence, la fabrication ou l'utilisation des armes nucléaires non seulement afin de bannir leur pouvoir destructeur, mais aussi afin de contribuer à la réalisation des idéaux de paix chers à l'humanité et d'exercer une influence bienfaisante en faveur d'autres régions où existent des conditions similaires aux nôtres. Le succès remporté par l'initiative pertinente et prudente du Mexique, qui a abouti à la signature d'un traité de dénucléarisation pour l'Amérique latine (Traité de Tlatelolco)<sup>1/</sup>, constitue sans aucun doute un excellent exemple pour les autres régions du monde qui désirent ardemment se sentir à l'abri de la menace d'une guerre nucléaire.

11. De même, nous formons les meilleurs vœux pour le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires — auquel nous accorderons tout notre appui — qui a été présenté, le 24 août dernier, à la fois par les Etats-Unis d'Amérique et par l'Union soviétique sous la forme de deux projets identiques<sup>2/</sup>, à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, qui a eu lieu à Genève.

12. Je voudrais maintenant parler d'un des problèmes qui préoccupent le plus l'humanité depuis plusieurs années: la guerre du Viet-Nam, cette lutte prolongée qui continue de causer la perte de nombreuses vies humaines et d'importantes destructions matérielles dans cette malheureuse partie de l'Asie.

13. En dépit des efforts louables du Secrétaire général, les Nations Unies n'ont pas pu participer avec succès à la solution de ce problème délicat; cependant, certains faits nous donnent des raisons d'espérer.

14. Le Gouvernement des Etats-Unis a déclaré récemment qu'il serait fort heureux qu'au cours des prochains jours les Nations Unies puissent entreprendre une action constructive afin d'arriver à une solution pacifique de la question. Nous attribuons beaucoup de valeur à cette déclaration certainement sincère de la grande puissance occidentale engagée dans ce regrettable conflit. Les efforts réitérés que le Secrétaire général a déployés en vue de rétablir la paix au Viet-Nam, ainsi que les appels dans le même sens que le Saint-Siège a lancés dans l'important message du souverain pontife, méritent naturellement notre appui et notre approbation.

15. Nous souhaitons ardemment que ces démarches et les offres réitérées du Gouvernement des Etats-Unis soient favorablement accueillies par le Gouvernement du Viet-Nam du Nord et puissent être couronnées de succès dans un très proche avenir afin que

ce grave conflit qui, d'une manière ou d'une autre, affecte l'humanité tout entière, trouve une solution à une table de conférence plutôt que sur le champ de bataille.

16. Pendant l'année en cours, l'Assemblée générale s'est trouvée en face de problèmes considérables à deux sessions extraordinaires, la première consacrée à l'examen de la situation du Sud-Ouest africain, la seconde à celui du délicat conflit du Moyen-Orient.

17. En présence du refus obstiné de l'Afrique du Sud d'observer la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies qui a mis fin au mandat confié par l'ancienne Société des Nations pour l'administration du Territoire du Sud-Ouest africain, nous nous prononçons une fois de plus pour la légitimité indiscutable de cette résolution, qui a été adoptée à une majorité écrasante de pays — représentant la quasi-totalité des Membres de l'Organisation —, ce qui prouve clairement que l'opinion publique mondiale a condamné un régime appliqué d'une manière contraire à la réalisation des fins pour lesquelles il avait été créé, et qui soumet les habitants de ce territoire à une discrimination raciale contraire à la dignité humaine et inacceptable pour toutes les consciences libres.

18. Devant l'impasse causée par l'attitude de la République sud-africaine, la délégation salvadorègne espère fermement que les Nations Unies sauront trouver les mesures pratiques nécessaires pour faire exécuter la résolution 2145 (XXI), que l'Assemblée générale a adoptée à sa vingt et unième session, et pour assumer l'administration du Sud-Ouest africain jusqu'à ce que ce territoire ait atteint le degré de maturité et de préparation nécessaire pour accéder à l'indépendance. A cet égard, ma délégation souhaite ardemment que la République sud-africaine coopère avec les Nations Unies et donne ainsi un exemple de solidarité et de respect pour les principes fondamentaux de notre organisation.

19. En ce qui concerne le conflit du Moyen-Orient, nous ne pouvons qu'exprimer notre profond découragement lorsque nous constatons qu'il se produit encore des heurts sanglants, aux conséquences douloureuses et tragiques pour le monde civilisé, entre des pays qui, tous, sont membres actifs d'une organisation comme la nôtre, précisément consacrée au maintien solidaire de la paix et à la solution amiable des différends internationaux.

20. En tout cas, nous devons nous rappeler qu'il ne s'agit pas d'une situation créée à la suite d'un conflit armé, d'une guerre inattendue et imprévisible entre Israël et les Etats arabes, mais plutôt d'une nouvelle crise qui, nous l'espérons, sera la dernière, dans une zone où un climat de belligérance chronique n'a jamais cessé d'exister entre les pays en cause, depuis l'établissement de l'Etat d'Israël. Il s'agit de l'aggravation d'une situation tendue dont l'historique remonte loin et qui a toujours eu tendance à empirer dans un climat de passions exaltées, de menaces constantes et sous la pression d'une lutte ininterrompue, ouverte ou dissimulée, entre les pays du Moyen-Orient. Cette nouvelle crise israélo-arabe, plus violente que les précédentes, a produit des résultats désastreux qui heurtent nos sentiments humanitaires et nous poussent à essayer d'atténuer le mal causé et à contribuer,

<sup>1/</sup> Traité visant à l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, signé à Mexico, le 14 février 1967 (voir document A/6663).

<sup>2/</sup> Documents ENDC/192 et ENDC/193.

par tous les moyens dont nous disposons, à un règlement honorable et équitable entre les parties adverses.

21. Nous tenons à exprimer, en toute sincérité, la peine immense et la profonde tristesse que nous ressentons devant le spectacle que nous offre le Moyen-Orient en raison du conflit qui le divise. Devant cette situation douloureuse, nous voulons que les peuples de cette région sachent que la distance géographique qui nous sépare ne réduit en rien notre intérêt et nos préoccupations à l'égard de leurs problèmes. En fait, elle nous permet d'apprécier ces événements tragiques avec plus de sérénité, plus d'objectivité que ne pourraient le faire d'autres pays plus proches ou plus directement affectés pour des raisons d'intérêts qui ne troublent en aucune manière l'impartialité de notre jugement.

22. Comme toutes les nations de l'Amérique hispanique, El Salvador a hérité une tradition d'influence arabe qui se manifeste notamment dans la belle langue que nous a léguée l'Espagne. Mais nous ne nous sentons pas seulement liés culturellement et spirituellement avec les pays arabes; dans notre patrie même, il existe une colonie arabe nombreuse et estimée, composée de gens honnêtes et travailleurs, qui contribuent effectivement au développement et à l'enrichissement moral du pays, et qui, chaque jour, s'incorporent davantage à leur nouvelle nation, en excellents citoyens salvadorègues.

23. D'autre part, El Salvador entretient des relations cordiales avec l'Etat d'Israël. A aussi pris racine dans notre pays une communauté juive distinguée, également industrielle et honorable, qui a su se hisser à un niveau élevé, tant sur le plan économique que sur le plan social et culturel, et qui mérite elle aussi notre sincère estime. Nous ne pouvons pas oublier que nous sommes cohéritiers de ces très hautes valeurs spirituelles qui ont leur origine dans le destin historique du peuple d'Israël.

24. Dans ces conditions, nous partageons notre sympathie et notre affection entre les deux communautés; et c'est précisément pour cela que nous déplorons tout particulièrement les événements tragiques qui se sont produits au mois de juin dernier, avec leurs séquelles de destruction, de haine et de misère, et que nous souhaitons ardemment la réalisation d'une entente qui garantisse, de façon définitive, la paix et la tranquillité au Moyen-Orient.

25. A cette occasion, nous tenons à souligner le travail opiniâtre et pondéré que, pendant la session extraordinaire d'urgence que l'Assemblée générale a consacrée à ces événements, le groupe latino-américain a accompli afin d'élaborer une résolution juste et équitable qui tienne compte des droits et des intérêts tant des pays arabes que d'Israël. El Salvador a été l'un des auteurs du projet de résolution latino-américain<sup>3/</sup> qui, malheureusement, a été mal interprété par certains pays. Nous considérons qu'il s'agissait d'un projet honnête, juste et bien équilibré. Au cours de la présente session, nous maintiendrons cette attitude.

26. Nous estimons que la première et principale question à décider est le retrait immédiat des forces d'Israël des territoires occupés. En effet, nous ne sommes plus au temps où l'on pouvait imposer des conditions de paix par la menace ou l'emploi de la force; tous les pays d'Amérique ont adopté le principe selon lequel la victoire militaire n'autorise l'appropriation d'aucun territoire. D'autre part, nous estimons aussi que cette résolution doit être accompagnée, non pas en tant que condition, mais comme un fait concomitant, de la renonciation expresse et sans équivoque à l'état de belligérance de la part des pays arabes, et d'autres mesures tendant à garantir la sécurité et la survie de l'Etat d'Israël.

27. De plus, nous estimons que l'internationalisation des Lieux saints, sacrés pour les trois grandes religions monothéistes, doit s'accomplir aussitôt que possible, comme preuve de respect à l'égard du patrimoine spirituel de l'humanité. Nous considérons également qu'il faut garantir la libre navigation inoffensive dans le canal de Suez et le golfe d'Akaba aux bateaux de tous les pays, conformément aux principes reconnus de droit international qui ont leurs racines dans les doctrines de Vitoria et de Grocio. Enfin, nous estimons qu'il est indispensable de rechercher des mesures efficaces pour améliorer d'urgence le sort des réfugiés arabes. Ce problème s'est aggravé à la suite du récent conflit et constitue un outrage à l'humanité tout entière.

28. Je ne voudrais pas achever ces brèves remarques sur les affaires politiques internationales sans mentionner une question qui a toujours présenté un intérêt particulier pour El Salvador. Il s'agit du principe de non-intervention, dans lequel nous voyons l'une des bases les plus solides du système juridique interaméricain.

29. El Salvador a toujours défendu la reconnaissance et le respect de ce principe en tant que norme indispensable à la coexistence internationale, et il continue de s'opposer à toute intervention dans les affaires intérieures d'un Etat, sous quelque forme que ce soit et quelle qu'en soit la raison. Nous ne pouvons donc que condamner une fois de plus, dans les termes les plus énergiques, tous les actes qui continuent d'être commis contre la souveraineté et le droit à l'autodétermination des peuples, même lorsqu'ils ne constituent pas une intervention directe et s'accomplissent de façon spéciale par l'inspiration et le financement systématique d'activités subversives et terroristes destinées à changer par la violence le régime et le système de gouvernement d'autres Etats.

30. Au cours de cette année-ci, les activités que les gouvernements latino-américains ont déployées pour favoriser le progrès et le développement intégral de leurs peuples ont elles aussi été extrêmement intenses et constructives. El Salvador a pris part à ces activités, convaincu non seulement qu'elles affermiront et accroîtront la prospérité des pays du continent, mais aussi qu'elles permettront à ces nations de contribuer de façon positive, en pourvoyant aux besoins du monde, au bien commun de l'humanité.

31. Parmi ces activités, il suffit de mentionner la troisième Conférence interaméricaine extraordinaire, qui a eu lieu à Buenos Aires (Argentine) du 15 au

<sup>3/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session extraordinaire d'urgence, Annexes, point 5 de l'ordre du jour, document A/L.523/Rev.1.

27 février 1967, pour approuver les réformes structurelles et fonctionnelles de la Charte de l'Organisation des Etats américains, qui comprend depuis lors de nouvelles normes sociales, économiques et culturelles qui, dans l'avenir, renforceront les opérations spécifiques du système interaméricain. L'on peut en dire autant de la mémorable Réunion des chefs d'Etat américains, tenue à Punta del Este (Uruguay), du 12 au 14 avril 1967, à laquelle a été réaffirmée solennellement la solidarité des nations du continent en fonction d'un ordre économique-social juste et démocratique. Enfin, on peut mentionner la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays membres du Marché commun d'Amérique centrale et des membres de l'Association latino-américaine de libre-échange, qui a eu lieu le 10 septembre à Asunción (Paraguay) et où a été créée une commission de coordination chargée d'accélérer le processus d'unification des deux systèmes d'intégration.

32. Conformément à ses normes de conduite, El Salvador, pays en voie de développement, s'efforce méthodiquement et assidûment d'atteindre des niveaux de vie économique-sociaux équitables pour ses classes travailleuses, en améliorant la distribution et la répartition de ses ressources productrices et l'orientation de ses échanges commerciaux avec les autres peuples. Notre gouvernement a toujours prouvé cette politique en s'intéressant vivement au progrès harmonieux des pays qui constituent la région de l'Amérique centrale, en collaborant efficacement à la création et au développement d'une structure économique de plus en plus solide et conforme à nos possibilités de production et d'écoulement dans le cadre de l'unification.

33. Mais toutes ces aspirations, ce souci d'améliorer à court terme la situation actuelle au prix de sacrifices communs, n'ont pas toujours été couronnés de succès. L'incompréhension de nombreux pays économiquement puissants a souvent détruit les nobles idéaux de progrès des pays sous-développés qui voient leur économie primaire de monoculture étouffée sous le poids de politiques de marché injustes.

34. Ce problème très grave a été exposé avec franchise par le chef de l'Etat salvadorègne, le 1er juillet de cette année-ci, lors de son entrée en fonctions. Il a dit notamment:

"La majorité des pays en voie de développement — et El Salvador n'est pas une exception, il se trouve au contraire parmi les plus défavorisés — sont handicapés par la situation qu'ils occupent dans les mécanismes du commerce international. Les produits agricoles de base que nous exportons vers divers pays développés situés dans d'autres continents sont l'objet d'entraves telles que droits de douane élevés, impôts à la consommation et contingentements, et l'existence de prix de faveur et de divers traitements préférentiels accordés à des articles provenant d'autres régions du globe. Le café, le cacao, le sucre, le tabac, etc., ne peuvent pas entrer facilement et sont grevés de taxes. En revanche, les machines et le matériel que nous achetons aux pays développés sont exonérés d'impôt lorsqu'ils sont destinés à l'exécution de travaux publics ou lorsqu'ils sont achetés par des entreprises privées, car ils bénéficient des exemptions prévues par les lois du développement industriel.

Il s'ensuit que les pays pauvres, producteurs de matières premières agricoles, subventionnent en quelque sorte les pays riches en plein développement industriel."

35. La Décennie dite du développement, proclamée par les Nations Unies voici plus de cinq ans [résolution 1710 (XVI)], a suscité de nouvelles espérances au sein du groupe immense des pays appelés marginaux parce que leur économie est insuffisante. Malheureusement, ce mécanisme n'a pas fonctionné comme on l'avait espéré. L'inégalité existant entre les pays industrialisés et les pays marginaux a augmenté au lieu de diminuer. Les termes de l'échange sont de plus en plus défavorables pour les derniers. La situation précaire des balances des paiements internationaux des pays sous-développés est alarmante. Le libre échange de biens et de services est entravé par des pressions extérieures. Le taux d'accroissement démographique apparaît menaçant, tandis que le taux de croissance du produit intérieur brut a été à peine supérieur à 4 p. 100 de 1960 à 1964.

36. Pour les pays en voie de développement, ces chiffres signifient qu'on leur refuse un niveau de vie minimum, ce qui, si l'on n'y porte pas remède, pourrait susciter à court terme de graves problèmes de nature économique-sociale qui auraient facilement pu être évités.

37. C'est pour toutes ces raisons qu'El Salvador souhaite vivement le succès des activités de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ainsi que la réussite des travaux du Conseil du commerce et du développement, en regrettant cependant qu'aucun progrès n'ait encore été accompli en ce qui concerne l'application des recommandations adoptées à la première session de la Conférence. D'autre part, la délégation salvadorègne forme des vœux pour que la Conférence ministérielle du Groupe dit des Soixante-Dix-Sept (devenus Quatre-Vingt-Six), à Alger, ait d'heureux résultats techniques. Elle souhaite par-dessus tout que les travaux de la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui aura lieu à New Delhi, soient couronnés de succès, notamment en ce qui concerne la procédure visant à accélérer la conclusion d'accords internationaux sur les produits de base, l'octroi d'un traitement tarifaire spécial aux pays en voie de développement, l'adoption de mesures propres à favoriser de manière efficace la diversification et le développement de leurs exportations, et la réalisation de toutes les conditions indispensables à la réalisation d'un accord complet sur les principes appelés à régir les relations commerciales et les politiques internationales de développement de tous les peuples du monde.

38. Au début de cette intervention, j'ai dit que les Nations Unies sont sur le point de célébrer l'Année internationale des droits de l'homme. El Salvador a accueilli avec enthousiasme cette initiative, dans l'espoir que l'on pourra élever au rang de journée historique la date à laquelle notre organisation pourra enfin proclamer l'abolition, dans le monde entier, de l'esclavage et du travail forcé, de toutes les formes de discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue et la religion, du colonialisme et du refus de la liberté et de l'indépendance aux peuples qui y aspirent.



39. Je suis heureux de pouvoir dire ici qu'El Salvador a consacré, dès son accession à l'indépendance, des principes qui coïncident essentiellement avec ceux que proclame la Charte de notre organisation. Je voudrais en donner la preuve en citant un exemple qui nous remplit d'orgueil, à savoir le fait que notre pays, de concert avec les autres pays d'Amérique centrale, a aboli l'esclavage dès 1824, c'est-à-dire bien avant d'autres pays d'Amérique. C'est dans cet esprit que nous consacrons l'année 1967 en hommage à la mémoire de l'illustre artisan de notre indépendance, l'abbé José Simeón Cañas, qui a été à l'origine de cette décision exemplaire.

40. Dévoué à la cause des droits de l'homme, j'ai eu l'honneur et le plaisir de signer, au nom de mon gouvernement, le 21 de ce mois, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Protocole facultatif s'y rapportant, qui étaient ouverts à l'adhésion de tous les Etats selon la résolution 2200 (XXI) de l'Assemblée générale.

41. En formant des vœux pour le succès de l'Année internationale des droits de l'homme, nous éprouvons une très vive préoccupation, car nous constatons que la Décennie des Nations Unies pour le développement n'atteint pas ses objectifs pourtant modestes. Cette préoccupation nous pousse à demander à tous les organismes que notre organisation a mobilisés en vue de réaliser les objectifs de la Décennie d'intensifier leurs efforts, en se rappelant que le monde ne pourra jamais goûter une paix complète et véritable aussi longtemps qu'on y trouvera des êtres humains qui végètent dans des conditions de misère extrême qui les empêchent de jouir des droits de l'homme qui sont les leurs.

42. M. LEIGH (Sierra Leone) [traduit de l'anglais]: C'est avec un vif plaisir, Monsieur le Président, qu'au nom de ma délégation et au nom du Président et des membres du Conseil national de réforme et du peuple du Sierra Leone je vous présente nos sincères félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale pour la vingt-deuxième session.

43. Cette élection montre bien la confiance qu'ont les membres de cette assemblée dans votre aptitude à vous acquitter des devoirs inhérents à vos hautes fonctions. Elle marque également un jalon important dans l'histoire de l'Organisation. Comme vous êtes le premier représentant d'un Etat socialiste d'Europe orientale à assumer la présidence de cette assemblée, votre élection n'est pas seulement de bon augure pour la coexistence pacifique d'idéologies opposées dans le cadre de l'Organisation; elle représente aussi un chaleureux hommage à votre grand pays qui, depuis qu'il est Membre de l'Organisation mondiale, a tant contribué à la paix et au progrès universels.

44. En raison de votre expérience vaste et variée, tant aux Nations Unies qu'au service de votre pays, nous sommes certains que vous dirigerez avec succès les travaux de la présente session.

45. Aucun de ceux qui ont suivi les travaux de la dernière session ne saurait manquer d'apprécier les services inestimables que votre éminent prédécesseur,

l'ambassadeur Pazhwak, a rendus à cette organisation. L'année écoulée a été une période difficile avec non seulement la session ordinaire, mais aussi deux sessions extraordinaires. L'Assemblée était saisie de questions difficiles, et l'habileté avec laquelle l'ambassadeur Pazhwak a dirigé les débats nous a révélé en lui un grand homme d'Etat international.

46. Le Secrétaire général a déjà présenté son rapport annuel sur le travail de l'Organisation [A/6701]. Nous sommes inquiets comme lui de constater que la situation politique internationale ne s'est guère améliorée, et il est plus décevant encore de constater, comme il le fait lui-même [voir A/6701/Add.1, par. 17], que la situation politique a en fait beaucoup empiré. Je traiterai dans un moment de certaines des questions que son rapport met en relief. Auparavant, je voudrais saisir cette occasion de rendre hommage à notre secrétaire général pour les inlassables efforts qu'il déploie au service de la paix.

47. L'un des principaux objectifs des Nations Unies est de maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous nous sommes engagés à prendre des mesures collectives et efficaces pour faire disparaître toutes les menaces à la paix mondiale et, conformément aux principes de justice et de droit international, nous nous sommes engagés à régler tous les différends par des moyens pacifiques. L'Assemblée a bien conscience de ces principes, comme le montre le fait qu'au cours de sa vingt et unième session elle n'a pas adopté moins de 10 résolutions pour chercher le moyen d'atteindre les idéaux inscrits dans la Charte des Nations Unies. Cependant, il est presque vain pour nous de parler de paix ou de nous attendre à ce que la paix s'instaure si des mesures efficaces ne sont pas prises en vue du désarmement général et complet. Il est encourageant de constater qu'il y a eu quelques progrès au sein même de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement et nous espérons que ces progrès prendront bientôt la forme des résultats concrets envisagés dans la résolution 2162 (XXI) de l'Assemblée générale. Nous saluons avec plaisir le projet de traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et nous félicitons l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique qui ont présenté le projet en commun. Nous demandons instamment à ces deux puissances de poursuivre leurs efforts et leur coopération jusqu'à ce qu'un accord soit atteint sur les principales dispositions qui visent les garanties. Nous demandons à toutes les puissances nucléaires et à leurs alliés, membres ou non de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, de coopérer à ces efforts pour limiter la diffusion des armes nucléaires.

48. A ce stade, nous devons rappeler notre conviction que l'on ne peut espérer mener à bien des négociations sur le désarmement tant que l'une des puissances nucléaires mondiales, qui représente le quart de la population mondiale, se voit systématiquement refuser toute représentation à cette organisation, qui porte la responsabilité sacrée du maintien de la paix. C'est pourquoi nous demandons que tout soit fait afin d'amener la République populaire de Chine aux Nations Unies, où nous pensons que ses vastes ressources pourront être utilisées au service de la paix. En même temps, mon gouvernement n'entend pas appuyer

une mesure quelconque qui tendrait à exclure la République de Chine.

49. L'escalade persistante du conflit du Viet-Nam en dépit des efforts de notre secrétaire général constitue le plus grand des dangers pour la paix du monde. Mon gouvernement estime que l'heure est venue de transférer cette grave question du champ de bataille à la table de conférence. Les épreuves et les souffrances infligées au Viet-Nam exigent que toutes les parties au conflit mettent fin aux hostilités et consacrent toutes leurs ressources et leurs énergies à une solution pacifique.

50. Pour la troisième fois en 20 ans, une véritable guerre s'est déclenchée au Moyen-Orient, et sans l'intervention opportune du Conseil de sécurité, qui a pris des mesures rapides de cessez-le-feu, la guerre la plus récente serait encore en cours. La situation au Moyen-Orient n'est pas seulement bien connue, elle a été discutée à presque toutes les sessions de l'Assemblée. La cinquième session extraordinaire d'urgence a été entièrement consacrée à une discussion des problèmes fondamentaux dans la région, mais, malgré de longs débats et l'adoption de diverses résolutions, la menace de guerre persiste. On a dit que les parties au conflit devraient elles-mêmes régler leurs différends et chercher à effectuer un règlement pacifique. Comme ce règlement n'a pas été effectué, il incombe à notre organisation des Nations Unies de prendre des mesures appropriées et concertées pour parvenir à une paix juste et durable.

51. Dans l'introduction à son rapport annuel, le Secrétaire général a évoqué certaines mesures qui devraient être prises pour instaurer une paix durable [voir A/6701/Add.1, par. 48 à 51]. Les diverses délégations qui ont pris la parole devant l'Assemblée ont parlé de ces mesures en soulignant plus ou moins certaines d'entre elles. Je n'ai pas l'intention de répéter ce que sont ces mesures. Il est cependant deux principes qui, de l'avis de mon gouvernement, sont essentiels pour tout règlement durable du différend. En premier lieu, l'occupation du territoire d'un Etat par les forces militaires d'un autre Etat est une infraction aux dispositions de la Charte. En second lieu, il est du droit de tout Etat de vivre en sécurité à l'intérieur de ses propres frontières.

52. Outre ces principes, d'autres questions sont en jeu. Il y a par exemple le problème des réfugiés de Palestine, la question du droit de passage inoffensif et l'empressement mis par certaines grandes puissances à fournir des armes aux parties au conflit. Mon gouvernement souhaite ardemment que toutes les grandes puissances s'abstiennent de donner une aide militaire aux parties, sous quelque forme que ce soit. Nous exprimons également l'espoir que les parties au différend assoupliront leur attitude afin de faciliter une solution acceptable pour toutes.

53. La récente crise du Moyen-Orient a souligné plus que jamais la nécessité d'un mécanisme efficace de maintien de la paix dans le cadre des Nations Unies. En fait, il serait exact de dire que le maintien de la paix est une des raisons fondamentales pour lesquelles cette organisation a été créée et, dans un monde où la tension va croissant, la meilleure justification

pour qu'elle continue d'exister. En réalité, le fait qu'après tant d'années d'expérimentations nous ne disposions pas encore d'une formule universellement acceptable pour maintenir efficacement la paix devrait être pour l'humanité un sujet de remords constant. On reconnaît volontiers qu'il n'y a pas accord sur l'organisme chargé des opérations de maintien de la paix. Mon gouvernement a toujours estimé que si le Conseil de sécurité est investi de la responsabilité primordiale en matière d'opérations de maintien de la paix, cela ne signifie pas nécessairement que le Conseil de sécurité en soit seul responsable.

54. Néanmoins, ayant réfléchi au rôle que l'Assemblée générale a été appelée à jouer dans la crise du Moyen-Orient pendant la cinquième session extraordinaire d'urgence, mon gouvernement voit quelque espoir de sortir de l'impasse. C'est pourquoi nous sommes optimistes quant à la possibilité de réaliser d'autres succès dans un proche avenir. A cet effet, nous appuyons la recommandation tendant à proroger le mandat du Comité spécial des opérations de maintien de la paix pour lui permettre de continuer à chercher comment mettre en œuvre et financer ces opérations. Nous devons féliciter ce comité pour la ténacité avec laquelle il s'efforce de résoudre les problèmes en cause, malgré des déceptions répétées.

55. Maintenant, plus que jamais, alors que le conflit dans l'Asie du Sud-Est prend des proportions dangereuses, qu'il existe au Moyen-Orient une trêve précaire qui risque sans cesse de s'effondrer, que le spectre haïssable d'une confrontation raciale menace tout le sud de l'Afrique, un maintien efficace de la paix par les Nations Unies est plus qu'un simple opportunisme politique; c'est une obligation solennelle. Cependant, tant que les problèmes connexes n'auront pas trouvé de solution satisfaisante, mon gouvernement espère que chaque Etat Membre considérera de son devoir de fournir volontairement, dans la limite de ses ressources, les moyens, les services et les crédits nécessaires aux opérations de maintien de la paix dans le cadre de la Charte. Mon gouvernement compte aussi, avec optimisme, que toutes les grandes puissances feront volontairement des contributions supplémentaires importantes, afin d'améliorer considérablement la situation financière des Nations Unies.

56. Une autre question importante dont ma délégation se propose de parler est celle des réfugiés. Mon gouvernement s'inquiète de voir s'accroître les proportions de ce problème, au point que celui-ci semble être devenu un élément permanent de la vie internationale. En Afrique seulement, en 1966, 630 000 réfugiés au total ont eu droit à l'assistance du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Les statistiques pour l'ensemble du monde sont plus effrayantes encore et n'ont pas besoin d'être rappelées. Mon gouvernement est conscient de la grande complexité du problème des réfugiés, que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés aborde de manière franche et hardie. Mon gouvernement constate avec satisfaction quel temps, quelle énergie et quelles ressources le Haut Commissaire et ses collaborateurs consacrent à ce problème.

57. Un autre grand danger pour la paix mondiale persiste sur le continent africain. Je pense à la politique de ségrégation raciale, d'oppression et d'exploit-

tation raciale connue sous le nom d'apartheid. Cette pratique révoltante retient depuis bien des années l'attention de cette organisation. Nous sommes consternés de constater que malgré l'étude complète et détaillée qu'ont faite de ce problème l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du gouvernement de la République sud-africaine, ainsi que d'autres institutions internationales, en dépit des condamnations vigoureuses formulées par divers gouvernements, ce système haïssable persiste parce que certaines nations répugnent à prendre des mesures efficaces pour mettre l'Afrique du Sud à la raison.

58. Dans sa résolution 2202 (XXI), l'Assemblée générale a lancé un nouvel appel à tous les Etats pour qu'ils se conforment aux décisions du Conseil de sécurité les invitant à mettre l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud; la même résolution attire l'attention de certains pays sur le fait que leur collaboration économique avec l'Afrique du Sud, en consolidant la position de ceux qui appliquent le système de l'apartheid, a aggravé le danger d'un violent conflit racial dans la région.

59. Parmi les questions coloniales qui retiendront l'attention de cette assemblée, je voudrais consacrer une mention toute spéciale à trois d'entre elles qui mettent sérieusement en danger la paix et la sécurité internationales. Je songe à la situation en Rhodésie du Sud, dans les territoires sous administration portugaise et au Sud-Ouest africain. Le fait que nous ne parlions que de ces trois questions ne réduit en rien la gravité que mon gouvernement attache au problème colonial dans son ensemble et ne signifie pas que nous soyons indifférents aux autres territoires qui demeurent sous domination coloniale. Au contraire, notre intention est de souligner la gravité et le caractère dangereux du problème colonial dans ces régions en particulier.

60. Chaque membre de cette assemblée doit être pleinement conscient de l'importance de la question du Sud-Ouest africain. A sa vingt et unième session, devant l'arrêt de la Cour internationale de Justice qui, tacitement, a fait passer le problème du plan juridique au plan politique, l'Assemblée générale a relevé le défi en décidant d'assumer la responsabilité directe de l'administration de ce territoire. L'inquiétude de la collectivité internationale s'est manifestée de nouveau à la cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui a discuté tout ce problème. Il est inquiétant de constater qu'il n'y a eu guère de progrès dans la mise en œuvre de la résolution 2145 (XXI) en ce qui concerne l'administration du territoire.

61. Ayant assumé la responsabilité directe de l'administration, les Nations Unies sont tenues de faire en sorte que l'Afrique du Sud cesse d'exercer quelque autorité que ce soit sur le territoire. Etant donné les conceptions divergentes qui se sont manifestées sur ce problème à la session extraordinaire de l'Assemblée générale, nous sommes contraints d'en appeler à tous les Etats Membres, et plus particulièrement aux grandes puissances, pour qu'ils coopèrent à la mise en œuvre complète et rapide des résolutions 2145 (XXI) et 2248 (S-V) adoptées à la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

62. Nous sommes consternés de constater que, malgré les mesures déjà prises par l'Assemblée générale, l'Afrique du Sud continue d'exercer son autorité sur le territoire, étend à celui-ci sa politique d'apartheid et opprime les habitants de ce territoire non autonome. La création de l'Ovamboland en tant qu'entité autonome à l'intérieur du Sud-Ouest africain n'est qu'un premier pas vers la fragmentation systématique du territoire afin de faciliter sa domination, puis son annexion par l'Afrique du Sud. Il convient donc d'opposer à ces mesures la plus vive résistance.

63. Dans le cas de la Rhodésie du Sud, l'Assemblée se trouve une fois de plus devant un exemple de défi flagrant non seulement à son autorité, mais aussi à la conscience collective de l'humanité. Malgré la quasi-unanimité avec laquelle l'Assemblée a condamné la déclaration illégale d'indépendance de la part de Ian Smith, malgré l'unanimité avec laquelle le Conseil de sécurité a décidé d'imposer certaines sanctions à la Rhodésie afin de mettre un terme à cette situation illégale, certains Membres de cette organisation qui sont ici parmi nous ont refusé leur appui, et ont ainsi permis au régime de Smith de survivre. Nous avons noté avec inquiétude la déclaration faite par la délégation britannique à cette assemblée [1567ème séance] selon laquelle le Gouvernement du Royaume-Uni n'a pas l'intention de recourir à la force pour résoudre la question de Rhodésie, ni de se laisser entraîner dans une guerre économique avec l'Afrique du Sud. Mon gouvernement estime qu'il convient non seulement d'étendre les sanctions, mais de les rendre obligatoires afin d'isoler complètement ce régime rebelle. En fait, mon gouvernement a toujours affirmé et continue de croire que seule la force permettra d'écraser le régime de Smith.

64. Nous nous préoccupons tout autant de la politique coloniale portugaise, qui n'a manifesté aucun signe de changement depuis que cette assemblée a adopté la résolution 1514 (XV). Nous rejetons la thèse avancée par le Portugal qui prétend que tous ces territoires africains font partie intégrante du Portugal métropolitain et nous condamnons sans équivoque la guerre coloniale par laquelle il cherche à défendre cette thèse.

65. En 1963, mon gouvernement, avec le Libéria, Madagascar et la Tunisie, agissant en vertu d'un mandat reçu de l'Organisation de l'unité africaine, a porté l'affaire du colonialisme portugais devant le Conseil de sécurité. Notre but était de faire en sorte que les populations de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée dite portugaise soient mises en mesure de décider elles-mêmes de l'avenir politique, social et économique de leurs territoires à la date la plus proche possible. Mon gouvernement demeure convaincu que les populations des territoires coloniaux portugais devraient avoir la possibilité d'exercer librement leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Cependant, ce but ne pourra être atteint que si tous les Etats Membres se préoccupent suffisamment de la question et exercent leur influence sur le Portugal en rompant toutes relations diplomatiques et commerciales avec lui. Nous adressons surtout cet appel aux alliés du Portugal, dont celui-ci dépend pour pouvoir poursuivre cette guerre coloniale à caractère de génocide. Nous leur demandons instamment, en

tant que membres du Conseil de sécurité chargé, au premier chef, de rétablir la paix dans ces territoires, de nous accorder leur très précieux appui pour mettre fin aux massacres et à la destruction dans les territoires coloniaux portugais et pour assurer la décolonisation immédiate.

66. Mon gouvernement a constaté avec satisfaction les progrès réalisés par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique dans "l'élaboration d'un accord sur les responsabilités pour les dommages causés par des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique et d'un accord sur l'assistance aux astronautes et... aux véhicules spatiaux" [résolution 2222 (XXI), par. 4, a]. Le gouvernement et la population du Sierra Leone voudraient rappeler le souvenir de tous ceux qui ont non seulement apporté leur talent à ce projet de première importance, mais quelquefois donné leur vie, et leur adresser notre reconnaissance. Il convient qu'à ce stade j'exprime les condoléances de mon pays aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Union soviétique pour la perte tragique qu'a représentée la mort de leurs astronautes. Mon gouvernement croit fermement à l'avenir pacifique de l'exploration spatiale. Nous espérons que l'effort spatial international continuera à servir à des fins pacifiques. Des considérations de cette nature et d'autres encore ont conduit mon gouvernement à devenir signataire du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes [voir résolution 2222 (XXI), annexe]. Pour des raisons humanitaires et autres, ma délégation voudrait demander instamment au Comité d'achever rapidement la mise en œuvre totale de la résolution 2222 (XXI).

67. Mon gouvernement apprécie les réalisations de la technique spatiale. Le développement des communications par satellites, le rapport de l'Inde sur une expérience relative à l'utilisation des satellites pour disséminer des informations sur les méthodes agricoles et la limitation des naissances [A/AC.105/36], le programme pilote envisagé par l'UNESCO pour diffuser par satellite des informations de masse [voir A/6804, annexe II, par. 20 et 21], tout cela constitue des domaines de la technique spatiale auxquels mon gouvernement s'intéresse de plus en plus. C'est pour toutes ces raisons que nous attendons avec intérêt la Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique qui doit se tenir à Vienne au mois d'août 1968 [résolution 2250 (S-V)].

68. Dans le monde actuel, déchiré par de nombreux conflits, où la situation générale demeure tendue, mon gouvernement est sensible aux réalisations de la Commission du droit international. Les 75 projets d'articles proposés par la Commission pour une convention sur le droit des traités et son travail sur le droit international relatif aux missions spéciales, représentent un pas très important dans la codification et le développement progressif du droit international, et soulignent la place qui lui revient dans les activités des Nations Unies.

69. J'ai laissé les problèmes économiques pour la fin de mon intervention, en raison de la grande impor-

tance que mon gouvernement attache à cet aspect de l'œuvre des Nations Unies. Les problèmes mondiaux sont, pour une bonne part, d'ordre économique et social, et tant que nous n'aurons pas trouvé de solutions satisfaisantes à ces problèmes, les efforts pour aboutir à une paix durable resteront vains. Les membres de l'Assemblée sont donc appelés à jouer un rôle important dans cette tâche.

70. Nous reconnaissons à cet égard le travail fait par les Nations Unies, les institutions spécialisées, le groupe de la Banque mondiale et les commissions économiques régionales. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour relever le niveau de vie dans les régions moins développées, afin d'assurer une accélération générale du progrès dans le monde.

71. Le fait que les objectifs assignés à la Décennie des Nations Unies pour le développement n'aient pas encore été atteints montre bien que les progrès réalisés jusqu'à présent sont insuffisants. Certes, la responsabilité de remédier à cette carence revient en partie aux pays en voie de développement, en partie aux pays développés et dans une très grande mesure à la structure du commerce international, qui a grand besoin d'être adaptée à l'avantage des pays en voie de développement. A cet égard, le Sierra Leone estime qu'il est possible d'améliorer encore l'accord conclu pendant les négociations du Kennedy Round, afin de satisfaire les besoins des pays en voie de développement. Sans aucun doute, les pays développés ont, sur le plan international, le devoir d'aider les pays en voie de développement à accroître leur commerce si l'on veut vraiment réduire le fossé toujours plus profond qui existe entre les nantis et les déshérités. Nous espérons donc que la deuxième Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement qui se tiendra à New Delhi — pour laquelle le Secrétaire général a trouvé le terme très heureux de "New Delhi Round" [voir A/6701/Add.1, par. 74] — apportera des solutions utiles aux problèmes commerciaux des pays en voie de développement. A cet égard, nous savons fort bien qu'il importe d'assurer, par un commerce accru, des devises étrangères si nécessaires pour le développement. Mon gouvernement pense avec quelque optimisme que les pays développés, conscients des avantages mutuels et internationaux qui résulteraient du développement du commerce des pays en voie de développement, feront tous leurs efforts pour aider ces derniers à accroître leur commerce et pour éliminer tous les obstacles qui s'y opposent. Ainsi, le monde deviendra un lieu où toute l'humanité jouira d'une vie meilleure. Les fléaux de la maladie et de l'ignorance disparaîtront, tandis que les pays en voie de développement acquerront les moyens d'améliorer leur santé, leur système d'enseignement et leur niveau de vie. On sait que le courant de l'aide multilatérale et bilatérale montre quelques signes de stagnation, tandis que les pays déjà riches continuent à s'enrichir. Et cela malgré les efforts déployés par les Nations Unies pour rattacher l'un à l'autre ces deux éléments importants.

72. Les perspectives de la situation alimentaire mondiale sont assez inquiétantes. Mon gouvernement se préoccupe grandement du développement agricole en tant que moyen d'augmenter les réserves alimentaires mondiales. Pour assurer la croissance équilibrée de



l'économie d'un pays, le développement industriel devrait aller de pair avec l'évolution agricole. C'est pourquoi nous appuyons l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel récemment créée, dans la ferme conviction qu'elle obtiendra des succès marquants.

73. Nous réaffirmons l'appui que nous apportons à l'Organisation de l'unité africaine et nous espérons que la coopération entre celle-ci et les Nations Unies ira croissant.

74. Qu'il nous soit permis de renouveler notre attachement aux idéaux inscrits dans la Charte de notre organisation. Nous sommes convaincus, Monsieur le Président, que, sous votre direction, cette vingt-deuxième session de l'Assemblée générale réussira à réduire les tensions qui se manifestent dans toutes les parties du monde et contribuera efficacement à améliorer le niveau de vie de l'humanité.

75. M. GUEVARA ARZE (Bolivie) [traduit de l'espagnol]: Je voudrais avant tout, Monsieur le Président, vous féliciter au nom de la délégation bolivienne, de votre élection aux hautes fonctions de Président de l'Assemblée générale. Je suis certain que vos qualités personnelles et professionnelles ainsi que votre expérience des problèmes politiques de notre époque assureront à nos délibérations une direction ferme, sereine et éclairée. Je voudrais également exprimer notre reconnaissance à M. Pazhwak, ambassadeur d'Afghanistan, qui a dirigé avec sagacité les débats de l'Assemblée générale pendant une année particulièrement difficile.

76. A sa vingt et unième session l'Assemblée a fait preuve de beaucoup de sagesse en réélisant U Thant aux fonctions de Secrétaire général. Ces qualités de discernement et de pondération n'ont cessé de contribuer non seulement à résoudre, dans la mesure du possible, des problèmes difficiles, mais aussi à entretenir notre confiance dans les possibilités de paix et de coopération internationales.

77. Il n'est ni nécessaire ni possible, dans une déclaration comme celle-ci, de passer en revue tous les points de l'ordre du jour. Exposer, au sujet des problèmes nombreux et importants qui ont préoccupé les Nations Unies au cours de l'année, l'opinion d'un petit pays dont l'influence ne pèse guère sur la marche des événements serait bien long et d'une utilité douteuse. Je me contenterai donc de mentionner quelques-uns de ces points, dans la mesure où ils importent à la paix et au bien-être des peuples du monde et notamment des petits pays.

78. L'année qui vient de s'écouler a été marquée par une aggravation des tensions internationales et une recrudescence regrettable des actes de guerre. La guerre du Viet-Nam nous angoisse par son ampleur croissante et les perspectives de solution paraissent éloignées tant que ne diminuent ni la pénétration au nord qui a donné naissance au conflit ni les contre-mesures militaires prises par les alliés du Viet-Nam du Sud.

79. En ce qui concerne le problème du Sud-Ouest africain, la Bolivie déplore que les résolutions par lesquelles l'Assemblée générale a cherché à appliquer à ce territoire les préceptes de la Charte ainsi que

les principes essentiels qui exigent la disparition de toute forme de discrimination et de colonialisme n'aient pu encore se traduire par des progrès concrets qui rapprochent le peuple du territoire du jour où il accédera à la liberté et à l'autodétermination.

80. Les hostilités qui ont éclaté au Proche-Orient sont l'aboutissement sanglant de la situation de belligérance que connaît cette région depuis 20 ans. Le droit de l'Etat d'Israël à une existence souveraine est indéniable et c'est le refus de cette réalité historique par d'autres Etats qui est à l'origine du conflit. Le principe suivant lequel la victoire ne donne pas de droits et les acquisitions territoriales réalisées par la force sont nulles, est inscrit dans la conscience de l'Amérique latine et en particulier dans l'expérience historique de la Bolivie. Ma délégation est fermement attachée à ce principe mais n'ignore pas que dans le cas qui nous occupe il était, et il est encore indispensable, pour éviter de nouveaux conflits qu'à un retrait des troupes réponde la fin de l'état de belligérance. Telle fut la position de l'Amérique latine au cours du débat spécial et la Bolivie s'en tient fermement à ce point de vue.

81. Je ne ferai que joindre ma voix à celles d'autres représentants des pays d'Amérique latine en disant qu'à notre avis la plus grande menace pour la paix semble provenir de l'abîme toujours plus large qui sépare les pays industrialisés des nations en voie de développement. Il est incontestable qu'au cours des dernières années la participation des pays en voie de développement au commerce mondial a diminué au lieu d'augmenter. Il s'ensuit que, tandis que la richesse continue à se concentrer dans les quelques nations hautement développées, une pauvreté toujours plus intense gagne secteur après secteur de la population mondiale.

82. Il n'est pas possible de construire une paix stable et durable sur cette base par quelque mesure militaire ou politique que ce soit, car ces mesures risquent d'achopper sur les réalités sociales et économiques en question. En d'autres termes, nous estimons qu'il existe un rapport inéluctable entre la misère et la violence ou, à l'inverse, entre la paix et le développement. L'interdépendance des nations, qui devient chaque jour plus étroite, ne permet à aucun pays d'agir comme s'il se suffisait à lui-même; son bien-être et son existence même peuvent se trouver menacés par l'inégalité croissante dont nous avons tous conscience, mais que nous ne faisons rien pour atténuer.

83. Il est certain que, pour désireux qu'ils soient de contribuer à la solution de ces graves problèmes, les petits pays ne peuvent pas faire grand-chose et il s'ensuit que la responsabilité solidaire incombe au premier chef aux pays hautement industrialisés, et que c'est de leur compréhension que dépend, plus que jamais, la création de conditions propices à une coexistence pacifique fondée sur le progrès social et sur la prospérité économique des peuples.

84. La Bolivie est membre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et fait partie de sa commission des produits de base. A ce titre, elle ne saurait abandonner l'espoir que la deuxième Conférence aboutira à des

résultats plus positifs qu'elle n'a produits jusqu'à présent.

85. Nous souhaitons que l'on adopte des mesures pratiques qui corrigent la situation que nous avons évoquée et qui permettent de conclure des accords plus satisfaisants sur les principes qui doivent régir les relations commerciales internationales et inspirer les politiques commerciales propres à favoriser le développement. Nous souhaitons des prix et des marchés stables qui nous permettent de prévoir nos recettes et nous donnent par conséquent la possibilité d'effectuer des investissements nationaux. Pour nous, chaque cent de moins sur la vente d'une livre d'étain représente une réduction de recettes de près d'un demi-million de dollars. Lorsqu'ils mettent sur le marché mondial des réserves non commerciales de produits de base, tels que l'étain, les pays développés nuisent sérieusement à nos rentrées de devises. Voilà pourquoi nous exprimons à nouveau l'espoir qu'ils renonceront définitivement à cette pratique.

86. Nous invoquerons également un autre argument sur l'étain bolivien acheté il y a plusieurs années au tiers environ de son prix actuel; même compte tenu de la dévaluation monétaire, les vendeurs desdites réserves réalisent un bénéfice appréciable, obtenu aux dépens d'un petit pays. Nous ne croyons pas qu'il s'agisse à proprement parler d'une question d'intérêts économiques puisque ce bénéfice, qui représenterait une telle somme pour la Bolivie, n'améliore ni n'aggrave en quoi que ce soit la situation économique des vendeurs. Il nous semble bien plutôt que c'est le manque de compréhension ou le manque d'intérêt, qui empêche de résoudre ce problème.

87. Je me dois de signaler que nous nous intéressons tout particulièrement au travail du Comité du tungstène de la CNUCED, qui pourrait fort bien être le point de départ d'un accord sur ce produit de base. Il nous intéresserait aussi de voir se créer un comité ou un groupe analogue qui s'occuperait de l'antimoine. Dans les deux cas, nous constatons que la conclusion d'accords internationaux sur cette question est considérablement entravée par la résistance systématique des pays consommateurs qui sont précisément les plus industrialisés.

88. D'ailleurs, lorsqu'il existe de tels organismes, comme le Conseil international de l'étain, il se trouve que les stocks régulateurs sont financés par l'apport exclusif des pays producteurs tandis que les consommateurs qui ont tant d'influence sur l'établissement des prix, et ont tellement intérêt à maintenir les prix à un niveau stable, n'y contribuent absolument rien. C'est là un simple détail, mais qui corrobore les observations générales que je viens de faire.

89. L'examen de ces questions aboutit inévitablement à la constatation qu'il existe un écart immense dans le développement scientifique et technique des pays industrialisés et celui des nations en voie de développement. Sans la science appliquée et la technique, nous ne pouvons faire que peu de chose, nous autres petits pays, même s'il y avait un changement dans la structure des termes de l'échange. A cet égard, il est paradoxal que l'élément humain, qui est primordial dans le domaine de la science et de la technique, tende à graviter, tout comme les ressources économiques,

vers les pays hautement développés. Nous formons, au prix de grands sacrifices, des savants, des ingénieurs et des techniciens pour le service de nos pays. Mais comme nous ne pouvons leur offrir les avantages qui sont chose courante dans les grandes nations, celles-ci finissent par nous les prendre. Il faut ajouter à cela la prolifération de comités, commissions, groupes de travail, etc., que créent les grands organismes internationaux et qui deviennent des foyers d'attraction pour les spécialistes des pays en voie de développement. Si du moins le travail de ceux qui deviennent fonctionnaires internationaux ou employés de grandes sociétés nous était de quelque profit, nous n'y verrions pas d'inconvénient; mais il nous semble que, dans bien des cas, les pays en voie de développement perdent des éléments humains de premier plan dans le domaine de la science et de la technique qui finissent par devenir des bureaucrates grassement payés dans les sociétés des pays hautement industrialisés ou dans les organisations internationales.

90. Par opposition aux sinistres augures que présente la politique mondiale et aux germes de violence que recèlent les déséquilibres économiques et techniques, la politique régionale latino-américaine offre des perspectives encourageantes.

91. En Amérique latine, l'utilisation des armes nucléaires a été interdite par le Traité signé à Mexico le 14 février 1967. Signalons à cet égard que la Bolivie, quoique encore dépourvue des moyens de contribuer aux recherches sur les applications de l'énergie nucléaire, estime, comme d'autres pays de l'Amérique latine, que l'interdiction en question ne doit pas être interprétée comme s'étendant aux recherches dans ce domaine en vue de l'application, à des fins pacifiques, de cette immense source potentielle d'énergie.

92. Les présidents des pays d'Amérique latine ont tenu une réunion en avril de cette année à Punta de Este, avec le Président des Etats-Unis, où ils ont signé une déclaration qui constitue la pierre angulaire d'un processus d'intégration économique du continent. En 15 ans à compter de 1970, on espère que les 250 millions de Latino-Américains deviendront un marché capable de soutenir le développement de l'industrie, d'alimenter des échanges commerciaux importants grâce à la suppression des barrières douanières et de se prêter à l'établissement d'un tarif douanier commun.

93. Tout cela offre des perspectives de développement nouveau pour l'Association latino-américaine de libre-échange, au sein de laquelle on envisage de créer une organisation sous-régionale comprenant les pays des Andes et du Pacifique. D'autre part, les cinq nations qui forment le grand bassin du Rio de la Plata se proposent d'étudier les conditions dans lesquelles on pourrait élaborer des projets multinationaux concernant l'infrastructure.

94. Je me permets de rappeler que, par sa situation géographique, la Bolivie, située au cœur même de l'Amérique du Sud, fait partie de trois grands bassins hydrographiques continentaux. Nous sommes une nation du Pacifique et des Andes, mais aussi du Rio de la Plata et de l'Amazone. Pourtant, à l'heure actuelle, la plus grande partie de notre population gravite vers

la zone du Pacifique et c'est par ce vaste océan que nous réalisons plus de 90 p. 100 de nos importations et la quasi-totalité de nos exportations. Dans cette même région, nous possédons des richesses naturelles: pétrole, gaz, minerais et ressources hydrauliques considérables.

95. Si je mentionne ces divers facteurs, c'est que, compte tenu de leur interdépendance, ils pourraient servir de point de départ à des travaux de caractère multinational qui modifieraient jusqu'aux caractéristiques physiques de la région, transformant des côtes désertes en terres arables et fertiles grâce à l'irrigation méthodique; en outre, ils permettraient de produire des quantités considérables d'énergie hydro-électrique, lesquelles à leur tour serviraient à transformer une grande partie des matières premières de base qu'à l'heure actuelle nous exportons à l'état brut. Ces possibilités ne sont pas de vaines chimères puisqu'on a réalisé, dans d'autres régions du monde, des projets d'une envergure technique et économique encore plus grande.

96. Sans doute faudra-t-il tout d'abord poser et résoudre des problèmes d'ordre politique et diplomatique issus d'événements internationaux passés, et surmonter des difficultés considérables dues à des facteurs géographiques, économiques et techniques.

97. Parmi les problèmes politiques et diplomatiques se situe au premier plan l'absence de littoral de la Bolivie, problème qui n'affecte pas uniquement mon pays, mais qui a des conséquences à l'échelle du continent. Je me demande si l'on ne pourrait pas envisager un programme qui permettrait à la fois de donner satisfaction au droit bolivien à un accès propre et souverain à la mer et de développer sur le plan multinational l'infrastructure de certaines régions des nations du Pacifique Sud. Si la chose était possible, on pourrait ainsi résoudre simultanément et d'une manière avantageuse pour tous les intéressés les problèmes politiques et diplomatiques dont j'ai parlé auparavant tout en utilisant les vastes ressources de la région pour le profit de tous.

98. Dans un programme de cette nature, qu'il faudrait concevoir comme un tout, les Nations Unies pourraient jouer un rôle extrêmement important, conjointement avec d'autres organisations régionales et avec les organismes financiers du secteur public. Fort de cette conviction, j'ajoute que si mes paroles trouvent ici un écho favorable ma délégation reviendra sur la question devant la Commission compétente et présentera des suggestions plus concrètes.

99. Aucune des idées que je viens d'exprimer n'impliquent ni limitation ni renonciation au droit bolivien de rechercher, par tout autre moyen compatible avec la coexistence pacifique des Etats, un remède à l'absence de littoral dont souffre la Bolivie, à la suite d'une guerre injuste.

100. Etant donné la situation qui règne en Bolivie, du fait de ce que l'on a appelé la guérilla, je crois qu'il y a lieu d'élucider certaines notions et d'apporter quelques précisions à ce sujet. Ce faisant, j'essaierai de ne pas oublier que les opinions exprimées ici seront jugées par les générations futures dans la perspective générale de l'histoire latino-américaine.

101. Au cours de notre guerre d'indépendance, la lutte des patriotes a revêtu la forme de guérilla, précisément parce qu'elle était une manifestation populaire spontanée et ne recevait aucune sorte d'aide étrangère. Par contre, les activités illégales en question sont conçues, organisées et financées de l'extérieur et ne rencontrent aucun écho dans la conscience populaire de mon pays.

102. La propagande cherche à justifier ces violences par deux sortes d'arguments. D'une part, sur le plan national, on affirme qu'il est urgent de libérer les secteurs exploités de la population, les paysans, par exemple; d'autre part, on invoque la nécessité de combattre l'impérialisme nord-américain.

103. Il y a en effet, en Bolivie, une population paysanne nombreuse présentant des caractéristiques socio-économiques et linguistiques qui remontent à l'époque des Incas et qui ont marqué d'une empreinte profonde tous les domaines de la vie nationale. C'est pourquoi il a fallu effectuer d'importantes réformes de structure dont deux visaient spécialement à améliorer le sort des paysans, à savoir la réforme agraire qui a donné la propriété de la terre à ceux qui la travaillent et le suffrage universel qui a permis à la masse paysanne de jouer un rôle prépondérant dans le fonctionnement de la démocratie nationale. Les paysans sont représentés par un groupe de députés et de sénateurs plus nombreux que n'importe quelle autre organisation politique ou civique et ils ont un ministre d'Etat au Cabinet.

104. Il s'agit de faits et non de simples mots, de faits qui expliquent que les masses paysannes répudient totalement les soi-disant guérilleros. Il est tout simplement puéril de prétendre, au nom d'une abstraction idéologique, que les travailleurs du sol, propriétaires de leur terre, devraient transférer leur droit de propriété à l'Etat pour ne garder qu'une sorte d'usufruit collectif, octroyé par les bureaucrates de service. Perdre ce droit de propriété que leur a donné la révolution bolivienne, au profit de leur ancien grand propriétaire, ou le perdre au profit d'un gouvernement totalitaire, reviendrait pour eux exactement au même.

105. Deux conclusions évidentes se dégagent de ce qui précède. Tout d'abord, il n'est nul besoin d'une action étrangère pour libérer les paysans boliviens. D'autre part, la prétendue guérilla a été, dès le début, conçue et organisée dans une ignorance totale des réalités nationales, ce qui explique la stérilité de son action et son échec certain.

106. En ce qui concerne les relations avec les Etats-Unis, à propos desquelles on parle d'impérialisme américain, nous n'avons à dénoncer aucune invasion, aucun débarquement de troupes, ou démembrement territorial qui leur soient imputables; mais nous n'ignorons pas que le traitement qui a été réservé à la Bolivie et à d'autres pays de l'Amérique latine, dans les domaines économique et politique, a souvent été injuste et contraire à nos intérêts. Toutefois l'après-guerre a vu se réaliser dans ce domaine des changements et des transformations d'une très grande portée.

107. En fait, la politique de bon voisinage a consacré le principe de la non-intervention et du respect de la

souveraineté des Etats. En outre, le système de relations strictement bilatérales que les Etats-Unis entretenaient avec les nations latino-américaines et qui leur servait à diviser pour régner cède le pas à la conviction qu'il est de l'intérêt des Etats-Unis, comme du nôtre, de coopérer activement au processus d'intégration, de développement et de coordination politique de nos pays. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe aucun problème en ce qui concerne cet aspect de nos relations. Il s'en faut de beaucoup. Il faudrait, bien entendu, que l'opinion nord-américaine soit plus sensible aux préoccupations, aux besoins et aux aspirations de nos peuples. Mais nul ne saurait contester que, grâce à des initiatives telles que l'Alliance pour le progrès, de meilleures perspectives d'avenir s'offrent à nous.

108. Si toutes ces observations traduisent la réalité, il n'est nul besoin de guérilla pour résoudre le problème de nos relations avec les Etats-Unis. C'est pourquoi on peut dire, à propos de cette question comme de la précédente, que ces actes de violence loin d'être l'expression d'une réalité actuelle semblent plutôt la séquelle attardée d'une période révolue.

109. Il est inutile d'ajouter que les concepts que je viens d'exposer sont nécessairement relatifs car si

la politique des Etats-Unis redevenait ce qu'elle a été dans le passé, ou se figeait dans le statu quo, il serait nécessaire d'envisager des mesures et des moyens qui pourraient, en dernière analyse, donner raison à ceux que l'on appelle les guérilleros. Mais tant qu'il n'en est pas ainsi, tout ce que l'on peut dire de ces individus, c'est qu'en servant à susciter l'agitation, le désordre, l'anarchie et la propagande, ils se font manœuvrer comme de simples pions sur l'échiquier de la politique mondiale.

110. Quelles que soient les conceptions théoriques, quels que soient les acteurs, l'organisation et les sources étrangères de financement du processus de violence auquel nous devons faire face, je puis affirmer que les Boliviens ne permettront jamais que leur patrie soit détruite et que d'autres décident de leur destin. Comme le président Barrientos l'a dit, nous poursuivrons la lutte qui nous a été imposée de l'étranger, en respectant toujours les droits de l'homme fondamentaux mais en demeurant fermement attachés à la défense de la démocratie représentative que nous avons choisie comme base de toutes nos institutions.

*La séance est levée à 16 h 45.*